

Énergie Saguenay

Des groupes environnementaux et citoyens demandent aux commissaires du BAPE de tenir des audiences décentralisées et d'inclure l'ensemble des GES

Québec, Saguenay, Rouyn-Noranda et Montréal, le 3 mars 2020 – Dans [une lettre](#) adressée aux commissaires récemment désignés par le *Bureau d'audiences publiques sur l'environnement* afin de mener les consultations sur le projet *Énergie Saguenay*, une large coalition de groupes citoyens et environnementaux demande que des séances soient aussi tenues à Montréal et à Québec, et que les émissions des gaz à effet de serre générées par le projet en amont et en aval soient considérées dans le mandat des commissaires.

« Nous soumettons qu'*Énergie Saguenay* crée des circonstances exceptionnelles avec des conséquences aussi exceptionnelles, autant en termes d'impacts sur la biodiversité que des émissions des gaz à effet de serre sur le cycle de vie complet du produit, car il serait une partie intégrante et indissociable du plus grand projet industriel de l'histoire du Québec, soit Gazoduq-GNL », affirment les signataires de la lettre.

Pour fonder leur demande, les groupes argumentent qu'*Énergie Saguenay* est un projet qui aurait non seulement des impacts sur l'environnement local, soit au Saguenay, où serait située l'usine de liquéfaction de gaz naturel, mais aussi sur la capacité du Québec à atténuer et à s'adapter à la crise climatique. Le projet aurait également des effets tout au long de la chaîne d'approvisionnement du gaz, de son extraction par fracturation hydraulique en Alberta, en passant par les fuites de méthane qui se produiront lors de son transport par gazoduc, jusqu'à son utilisation comme combustible sur les marchés internationaux.

En ce qui concerne la décentralisation des audiences, les signataires de la lettre expliquent que « nous savons maintenant que de nombreuses personnes participeront aux séances de l'audience publique, même si elles ont à se déplacer sur de longues distances pour le faire. Nous craignons que la présence disproportionnée de personnes venant d'autres régions soit inéquitable en ce qu'elle viendrait affecter la participation de personnes intéressées au niveau local. Cela risque fortement d'avoir lieu si des séances ne sont pas prévues à Montréal et à Québec puisqu'au regard des enjeux nationaux du projet, un nombre exceptionnellement important de groupes et de citoyens aux quatre coins de la province ont indiqué être vivement intéressés à prendre part au processus. »

« Les circonstances exceptionnelles entourant ce projet justifient pleinement la tenue de séances à Montréal et à Québec », concluent-ils.

Pour voir la lettre et ses 42 signataires : https://naturequebec.org/wp-content/uploads/2020/03/Lettre-aux-commissaires_GNL-Québec.pdf

Pour plus d'information :

Gabriel Marquis
Responsable des communications, Nature Québec
581-307-8613
Gabriel.Marquis@naturequebec.org